

Pipe-line du Nord—Loi

A regarder les programmes gigantesques qui ont jalonné l'histoire du Canada et du monde occidental, on voit le même phénomène se reproduire constamment. Non seulement la plupart de ces grands travaux coûtent plus qu'on ne l'avait estimé initialement, mais lorsqu'il y a dépassement de coût, ni le secteur privé ni les investisseurs ne bougent. C'est le gouvernement du Canada, de la province ou d'un autre pays qui sont appelés à la rescousse pour renflouer les entrepreneurs. Je ne veux pas que cela se produise ici et, à mon avis, le Canada a donné déjà assez d'argent à ses grosses sociétés.

Je suis sûr que le député de Nickel Belt ne manquera pas de nous rappeler comment le gouvernement a aidé l'Inco à exploiter ses mines de Sudbury et de Manitoba. Il l'a inondée de subventions et de concessions. Cette société a été nourrie et bien nourrie, car on voulait être sûr que les bénéficiaires seraient importants. Cela fait, l'Inco a réinvesti ses gros bénéficiaires dans des pays comme le Guatemala et l'Indonésie, mettant ainsi au chômage des milliers de travailleurs canadiens.

Le gouvernement n'a rien fait pour l'en empêcher, et a simplement dit qu'il regrettait cette situation, mais que c'était les règles du jeu de notre système de libre entreprise. Libre entreprise pour qui, je vous le demande? Libre entreprise pour ces grosses sociétés? Voilà ce que c'est. Et le pauvre contribuable qui paie la facture, a-t-on pensé à lui? Qui est-ce qui va venir payer la facture, s'il y a à nouveau dépassement de devis, pour ces travaux? Le vice-premier ministre, président du Conseil privé, peut-il garantir qu'en cas de dépassement de devis, ce ne sera pas aux contribuables canadiens de payer la facture? Peut-on garantir que la Chambre ne sera pas saisie d'ici cinq ou dix ans d'un projet de loi demandant des crédits pour permettre à la société de poursuivre la construction du pipe-line de l'Alcan? Si le vice-premier ministre et président du Conseil privé peut nous offrir cette garantie, alors pourquoi ne pas l'inclure dans la mesure? Pourquoi les Canadiens devraient-ils essayer les plâtres par suite de la négligence d'un gouvernement qui ne sait pas mener ses négociations et qui s'en fiche, et qui n'a pas l'énergie de défendre leurs droits?

Je le répète, le bill ne prévoit absolument rien à l'égard du règlement des revendications territoriales des autochtones du Yukon. Ces gens-là veulent bien que le pipe-line soit construit, mais ils désirent également qu'on satisfasse à leurs revendications. Ils souhaitent que cette question soit réglée le plus tôt possible. Lorsque le projet de loi sera adopté et que la construction du pipe-line débutera, ils seront dans une position beaucoup moins avantageuse à la table des négociations. La Chambre ne devrait pas adopter ce projet de loi avant que ces revendications n'aient été réglées.

M. Nielsen: C'est plutôt le contraire qui est vrai.

M. Nystrom: Je sais ce que le député du Yukon (M. Nielsen) veut dire, mais j'insiste sur le fait qu'il sera difficile de régler cette affaire une fois que le projet aura été mis en chantier.

M. Nielsen: Il arrivera la même chose que si le projet de la vallée du MacKenzie était adopté.

M. Nystrom: Nous devrions remercier le ciel que ce projet n'ait pas été approuvé. Beaucoup de députés conservateurs auraient voulu voir ce pipe-line se construire. Ils auraient aimé que le pipe-line passe chez eux.

[M. Nystrom.]

● (1752)

M. Nielsen: Quelle idiotie!

M. Nystrom: Seul un vrai idiot peut en reconnaître un autre. Je pense que nous ne devrions pas nous hâter d'adopter le bill aujourd'hui, et que nous rendrions un mauvais service aux Canadiens si nous n'ajoutions pas trois ou quatre conditions au bill.

Je reviens de la Saskatchewan. Quand le ministre a annoncé la dimension du tuyau à la Chambre, on s'est réjoui dans ma province et on s'est félicité de cette décision, parce que l'Ipsco aurait la possibilité de faire des offres et peut-être d'obtenir des contrats. L'Ipsco, la population de la Saskatchewan et ceux qui travaillent dans l'industrie de la sidérurgie, seraient toutefois beaucoup plus contents si le gouvernement avait prévu des garanties dans la loi. Par exemple, l'Ipsco envisage actuellement d'agrandir son aciérie de Regina au coût de 80 millions de dollars.

Mon collègue, le député de Regina Lake Centre (M. Benjamin) a posé une question au premier ministre (M. Trudeau) au sujet de l'aide du MEER. Il y a plusieurs mois que le MEER étudie la demande de l'Ipsco pour agrandir l'aciérie. Si certaines garanties étaient prévues dans le bill, je suis sûr que le MEER honorerait la demande de l'Ipsco. Je prie donc le ministre de stipuler ces conditions dans le bill et je demande instamment au ministre du MEER (M. Lessard) d'étudier cette demande le plus rapidement possible et de verser la subvention à l'usine pour qu'elle puisse s'agrandir, engager plus de main d'œuvre et ainsi donner plus de travail aux habitants des provinces des prairies.

C'est l'une des nombreuses occasions qui nous sont offertes au pays d'établir une économie plus diversifiée et de donner des emplois dans des domaines où il n'y en aurait pas autrement. Nous devrions veiller à ce que la loi n'engage pas financièrement la population du Canada, une fois que le pipe-line sera construit si jamais il y a d'importantes dépenses imprévues, et on devrait régler les revendications territoriales des autochtones du Yukon.

Encore une fois, je voudrais inciter le gouvernement à incorporer ces garanties dans le bill et je demande aux éléments progressistes du parti conservateur de faire de même, si ces éléments existent, mis à part deux ou trois députés que je peux compter dans cette catégorie, c'est-à-dire, le député d'Egmont (M. MacDonald), le député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald) et le député de Vancouver-Sud (M. Fraser).

Peut-être pouvons-nous persuader le gouvernement d'agir. Il devra se présenter devant les électeurs très prochainement. S'il fait adopter un bill comme celui-ci qui ne contient pas les garanties nécessaires alors qu'il serait pourtant si facile de les y inclure, je suis convaincu qu'il sera battu à plates coutures. A ce moment-là des députés tel que celui d'Assiniboia qui ne se casse pas les méninges seront balayés par la grande masse des Canadiens qui veulent développer leur pays. Je suis heureux que le député d'Assiniboia soit tout juste de retour d'Estevan. J'ai entendu dire qu'au carnaval d'hiver qui a eu lieu dans cette ville il occupait la troisième place au défilé, car les gens voulaient avant tout rencontrer le chef du NPD qui s'était rendu à Estevan pour saluer ses habitants. Ceux-ci ont d'ailleurs applaudi le candidat du NPD lorsque le cortège a traversé les rues de la ville. On m'a également rapporté que les électeurs préférèrent même le candidat du parti conservateur au